



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 9 juin 2020

Tereos : des millions pour les actionnaires, des miettes pour les ouvriers

Tereos possède les deux dernières usines sucrières de La Réunion, mais est en fait le deuxième groupe mondial producteur de sucre.

Avec l'appui de toute la classe politique réunionnaise, il a bénéficié d'une aide de 28 millions d'euros de l'État français pour l'aider à compenser l'instauration de quotas sucriers. Ses dirigeants osent se présenter comme des victimes de la concurrence internationale, mais ce sont eux qui, d'année en année, évincent les producteurs de moindre taille, les rachètent et finissent par s'accaparer tout le pactole.

Ainsi pour la période 2019/2020, Tereos a vu son Ebitda (rentabilité de l'entreprise avant impôts et amortissements) augmenter de 53 %, à 420 millions d'euros, et son cash-flow (capacité d'autofinancement) de 43 % à 234 millions d'euros. La remontée récente des cours du sucre lui a permis d'augmenter considérablement son chiffre d'affaire et de dégager 24 millions d'euros de profits qui iront tout droit dans les poches de ses gros actionnaires.

À La Réunion, lors des NAO du début de cette année, le directeur régional a déclaré aux représentants du personnel que le groupe était en difficulté et n'avait pas les moyens d'augmenter les salaires... Les représentants de la CGTR n'ont pas voulu croire à cette fable. La direction a fini par lâcher 2 % d'augmentation, avec un plancher de 134 € pour les plus bas salaires, en particulier les saisonniers, et passer la prime de nuit de 4,75 € à 5 €. Elle a même refusé dans un premier temps de donner les chiffres sur la ventilation des salaires ouvriers et maîtrise alors que la loi l'y oblige. Là aussi il a fallu une lettre de nos camarades pour qu'elle s'exécute.

Des miettes pour les ouvriers, des millions pour actionnaires. Ça ne fait pas le compte pour les travailleurs !

OSR : la direction fait régner l'insécurité chez ses salariés

Profitant de l'urgence sanitaire, la direction de ce groupe de sécurité qui emploie des centaines d'agents dans l'île impose à ces derniers, en toute impunité, des conditions de travail indignes : non respect des horaires journaliers maxima, des temps de repos entre deux journées de travail, travail debout pour agents ayant mal au dos, absence de « visite d'information et de prévention » (qui a remplacé, sous Hollande, la visite médicale d'embauche) même après cinq ans de présence dans l'entreprise, annualisation des horaires imposée sans aucune preuve d'accord passé avec les « représentants du personnel », donc non paiement des heures supplémentaires, non respect des temps de pause, chasse aux candidats CGTR à la prochaine élection du CSE (reportée pour cause d'urgence sanitaire...) et menace de licenciement pour l'un d'entre eux.

Seule l'organisation des agents dans un syndicat indépendant de la direction pourra mettre un terme, ou au moins des barrières, aux agissements humiliants des dirigeants d'OSR.

Il pleut des millions pour le patronat réunionnais

Le préfet de La Réunion a présenté le « plan de relance » de l'économie vendredi dernier.

L'État va mettre 130 millions supplémentaires pour relancer le BTP, le tourisme, la restauration collective, les services, etc.

Ces millions iront directement ou indirectement dans les poches de capitalistes qui ne cessent de crier « l'assassin » depuis la crise sanitaire.

La région vient aussi à la rescousse du patronat avec une aide de 40 millions pour la commande publique, c'est-à-dire pour le BTP.

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

Malgré ces gestes de générosité de l'État et de la Région, les organisations patronales CPME et Medef ne trouvent pas ces annonces « extraordinaires » ou « révolutionnaires ». Elles en veulent plus. Et pour obtenir encore des cadeaux, ils continuent de faire du chantage en agitant la menace de « restructurations » ou de licenciements.

Et nous, quand est-ce qu'on revendique ?

France : Non aux licenciements !

Samedi 6 juin plusieurs centaines de travailleurs de l'usine Renault de Choisy-le-Roi soutenus par des militants syndicaux, des élus ont manifesté contre sa fermeture. 263 salariés sont concernés par ce plan de licenciement mis en place par le groupe Renault dans lequel l'État est actionnaire.

Les ouvriers de Choisy ont appris la fermeture du site et le transfert de l'activité à Renault Flins distant de 70 km, dans les journaux. Cela montre le mépris qu'ont les actionnaires de ce groupe envers les travailleurs.

Le site de Choisy n'est pas déficitaire. Renault a accumulé des milliards sur le dos des ouvriers et grâce aux subventions de l'État.

Pourquoi fermer ce site si ce n'est pour faire encore plus de profits ?

Le groupe menace de fermer également les usines de Maubeuge, de Dieppe et de Caudan. Son président a annoncé un plan d'économie de 2 milliards d'euros et la suppression de 15 000 postes, dont 4600 en France.

Cette offensive des capitalistes de Renault n'est pas un cas isolé. D'autres groupes vont licencier.

Hutchinson, une filiale de Total va supprimer 3000 postes dont 1000 en France. Ryanair, Air France, Camaïeu, etc. vont faire de même.

Il n'est pas question que les travailleurs perdent leurs emplois, leurs salaires, leurs congés payés, etc.

Mais les travailleurs ne peuvent pas se battre chacun dans son entreprise. Nous devons trouver les moyens de répondre de façon générale à cette offensive du patronat.

Maurice : le groupe Accor fait payer la crise à ses salariés

Accor, le groupe français d'hôtels implanté dans 110 pays, propriétaire de 5000 hôtels dans le monde (Sofitel, Novotel, F1, Ibis, etc.) et qui a réalisé 3,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2018, a décidé de licencier les deux tiers du personnel de ses hôtels au prétexte de la chute de la fréquentation de ses établissements. Dernier en date, le Sofitel de Bel Ombre à l'île Maurice. 250 employés viennent d'y être privé d'emploi du jour au lendemain. La même menace pèse à présent sur les employés des deux autres hôtels mauriciens appartenant à ce groupe.

Voilà comment les capitalistes, vrais maîtres du monde, exercent leur dictature sur la classe ouvrière au mépris total de ses besoins vitaux. Cette dictature se transforme en véritable talon de fer sur la tête des travailleurs en période de crise. Les crises permettent en fait aux groupes les plus puissants de réduire les travailleurs à la mendicité pour leur imposer, lors de la reprise de leurs affaires, des salaires minorés, des conditions de travail dégradées, pour réaliser encore plus de profits par la suite.



Si les travailleurs veulent sauver leur peau en cette période de crise, il faudra qu'ils se lèvent collectivement pour en finir avec ce régime infernal !

Chaque mardi, de 18 heures à 19 heures 30, l'Union Régionale Est de la CGTR organise en son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs. Venez nombreux !

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68